

PREFECTURE DU TARN

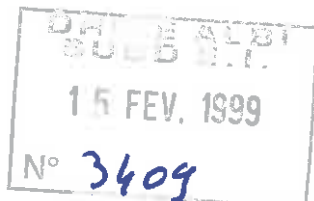
Vu AP
clôt
Renter échéance
dans le tableau
fait parados
suivi. Doss. pp

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LE PUBLIC

Bureau de l'Environnement
et du Cadre de Vie

Affaire suivie par Mme SALOMON
Tél.: 05 63 45 61 90
Référence : 9400092

Albi, le 11 FEV. 1999



Le Préfet

à

Monsieur l'inspecteur des installations
classées D.R.I.R.E.

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement

P.J. : Une ampliation

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, une ampliation de mon arrêté imposant la réalisation d'une étude des dangers au GROUPE COOPERATIF OCCITAN pour les silos et installations annexes situés route de Gaillac à LAVAUR.

Pour le Préfet,
le chef de bureau délégué,

Audoin LAUTH

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

PREFECTURE DU TARN

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LE PUBLIC

Bureau de l'environnement
et du cadre de vie

Affaire suivie par Mme SALOMON
tél : 05 63 45 61 90
Référence : 9400092

Arrêté imposant la réalisation d'une étude des dangers

Le préfet du Tarn,

Vu la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu le décret du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée,

Vu l'arrêté du 11 août 1983 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les silos et installations de stockage de céréales, graines, produits alimentaires et tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables,

Vu l'arrêté du 29 juillet 1998 relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables,

Vu l'arrêté du 25 janvier 1999 donnant délégation de signature à M. Henri d'ABZAC, secrétaire général de la préfecture du Tarn,

Vu l'arrêté du 30 octobre 1997 mettant en demeure le GROUPE COOPERATIF OCCITAN, de régulariser la situation administrative des silos de stockage de céréales (silos métalliques) situés à LAVAU - Route de Gaillac,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 8 janvier 1999,

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène en sa séance du 02 février 1999,

Considérant que cette installation est soumise à autorisation et est reprise sous le n° 2160 de la nomenclature

Considérant que la réalisation d'une étude des dangers des silos et installations annexes est nécessaire en vue de respecter l'arrêté du 19 juillet 1998 susvisé,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Arrête

Article 1er : Le GROUPE COOPERATIF OCCITAN siège social Place du Foirail à LAVAUUR devra réaliser une étude des dangers des silos et installations annexes exploités dans son établissement situé route de Gaillac à LAVAUUR, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Cette étude des dangers devra comporter une analyse des risques justifiant les dispositions compensatoires permettant de respecter les objectifs fixés par l'arrêté du 29 juillet 1998 relatif aux silos. Dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté, elle devra faire l'objet d'une analyse critique par un organisme extérieur dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Faute pour le GROUPE COOPERATIF OCCITAN de se conformer à la présente obligation, il sera fait application des sanctions prévues à l'article 24 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

Article 4 : Conformément à l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif) par le GROUPE COOPERATIF OCCITAN, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de CASTRES, le maire de LAVAUUR et l'inspecteur des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Albi, le 11 FEV. 1999

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,

Henri d'ABZAC

Pour ampliation,
Le Chef de bureau délégué,


Audoin LAUTH